

cours de ces cinq années et dans le cas de la *Massey-Harris Company*, de plus de 300 p. 100.

Voici un bon exemple de mon avancé: en 1946, une moissonneuse-batteuse Massey-Harris de 12 pieds coûtait \$3,635. En 1951, la même machine a coûté au producteur agricole la somme de \$5,757, soit une augmentation de plus de \$2,000. La hausse des prix des machines agricoles n'est guère excusable assurément. Ce n'est pas à cause de la qualité des machines. Je puis dire sans crainte d'être contredit que la qualité de ces machines est la pire qui soit depuis 10 ans. Ce n'est certes pas à cause des frais fixes qu'entraînent les achats à crédit de la part des cultivateurs. A ce propos, je rappelle aux députés que 97 p. 100 de tous les prêts consentis en vertu de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles ont servi à l'achat de machines agricoles. Les cultivateurs du pays ont payé comptant la plupart de leurs instruments aratoires. Ils ont versé à la banque 5 p. 100 d'intérêt, et l'État a garanti les pertes des banques jusqu'à concurrence de 15 p. 100 de l'ensemble des pertes subies en une année.

Je ne puis donc comprendre comment le ministre puisse donner à entendre que les ouvriers ou les consommateurs ont bénéficié d'une telle situation. Notre prospérité future dépend de celle de deux groupements: d'une part, les ouvriers industriels, les employés de bureau, les travailleurs intermittents et les exploitants de petites entreprises, et de l'autre nos producteurs agricoles. Si ces deux secteurs de notre société sont prospères, toute notre économie sera saine et florissante. Il devient très clair pour les cultivateurs et les ouvriers que dans le domaine de l'industrie et des affaires leurs intérêts sont étroitement liés. Nos producteurs agricoles discernent que seules des mesures du gouvernement fédéral permettront de résoudre leurs principaux problèmes économiques.

L'une des meilleures méthodes permettant de parer au chômage en notre pays est de stabiliser l'industrie agricole. Cette stabilisation ne se réalisera que le jour où les producteurs agricoles se verront garantir un prix équitable à l'égard de leurs articles, ce qui leur permettra d'acheter le produit de l'effort et de l'ingéniosité des ouvriers. Il est certes absurde de croire que le Gouvernement puisse continuer à ne pas tenir compte d'un tel fait. A coup sûr, il perçoit que tolérer le fléchissement du revenu agricole et le chômage qui s'ensuit c'est s'exposer au désastre économique. La proposition de stabiliser l'agriculture, jointe à bien d'autres propositions présentées par notre groupe, peut conduire à

la solution du problème de plus en plus grave du chômage. Ce qu'il nous faut, c'est un changement complet de méthode. Me fondant sur l'expérience acquise j'estime que le programme actuel du Gouvernement destiné à remédier au problème, et tel que l'expose le ministre, est voué à l'échec.

M. John Hunter (Parkdale): Monsieur l'Orateur, je participe au débat parce que je crois qu'il porte sur un sujet important. Les avis diffèrent quant à la gravité du chômage au Canada, mais pour ma part j'appartiens au groupe de ceux qui jugent le problème grave.

J'ai suivi le débat avec grand intérêt et lu les discours que je n'ai pu entendre. Le discours le plus lourd de sens a été, selon moi, celui du représentant de Spadina (M. Croll). J'ai écouté aujourd'hui un autre représentant de Toronto, le député d'Eglinton. Son discours était bourré de rancœur et vide d'idées.

Nombreux sont ceux qui se sont demandé si le chômage actuel est saisonnier, régional ou un mélange de choses diverses. La vérité est évidente à mon sens: il est dû à un ensemble d'éléments. Il existe sans aucun doute une part de chômage saisonnier: il y en aura toujours dans un pays situé à une latitude élevée et soumis à un climat comme le nôtre. Soutenir aujourd'hui que le chômage n'est que saisonnier ou régional, c'est simplement fermer les yeux sur les faits. Une certaine part du chômage actuel n'est certainement ni saisonnier ni régional et ceux que ne l'admettent pas ne tiennent pas compte des faits.

Nous savons que l'industrie des textiles est dans le marasme, que l'industrie des machines aratoires végète pour le moins et que l'industrie de l'automobile est dans une situation précaire. La demande d'automobiles n'est pas aussi forte mais l'offre l'est davantage, de sorte que pour vendre aujourd'hui les automobiles qui sortent des usines à un rythme extrêmement rapide, les vendeurs sont obligés de consentir des remises spéciales. Avant longtemps peut-être, le commerce d'automobiles devra congédier des employés. J'espère sincèrement que cela n'arrivera pas, mais c'est possible. Prétendre qu'il s'agit tout simplement d'un problème de caractère régional ou saisonnier n'est pas traiter le problème avec équité.

Il y a beaucoup de chômage dans ma propre circonscription. Je n'ai pas l'intention d'accepter les chiffres avancés par des membres de l'opposition car je les crois injustes, comme ils le savent d'ailleurs je pense, mais je n'en estime pas moins qu'il est extrêmement dangereux de minimiser le problème. Il est tout aussi dangereux de le grossir et cela dénote assez peu de scrupules. On cherche à